

PHOTOS: LEARNING ABROAD PHOTO CONTEST 2016



Ouvrir les frontières du savoir: Une solution au défi de l'engagement mondial du Canada

Mémoire présenté au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes pour les consultations
prébudgétaires en vue du budget de 2018

le 3 août 2017



Bureau canadien de
l'éducation internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est l'organisation du Canada pour l'éducation internationale, faisant intervenir ses 150 universités, collèges, instituts, polytechniques, cégeps et conseils et commissions scolaires membres du pays pour renforcer les capacités du Canada et contribuer et participer pleinement au monde grâce à des contacts en éducation.

Au cœur de notre mandat se trouve la formation de jeunes leaders du Canada grâce à des expériences à l'étranger¹. La campagne nationale du BCEI, [Ouvrir les frontières du savoir](#), se consacre à la sensibilisation de toutes les parties prenantes à la proposition de valeur intéressante que présentent les études à l'étranger (pour les étudiants, les entreprises et les pouvoirs publics) et à aider ses établissements membres à relever les obstacles aux études à l'étranger.

Nos commentaires au comité des finances se concentreront donc à l'exclusivité sur cet aspect actuel de notre travail, qui est de plus en plus essentiel si nous voulons aider le Canada à améliorer sa productivité et sa compétitivité dans le contexte de la concurrence mondiale et des opportunités mondiales, un thème central des consultations prébudgétaires du comité.

Le défi de l'engagement mondial du Canada

Le Canada fait face à un grand défi : veiller à ce que plus de nos étudiants profitent des expériences d'apprentissage dans d'autres pays et les préparer à devenir des citoyens ouverts sur le monde sous tous les angles que ce terme implique.

Pourquoi cela est-il si important?

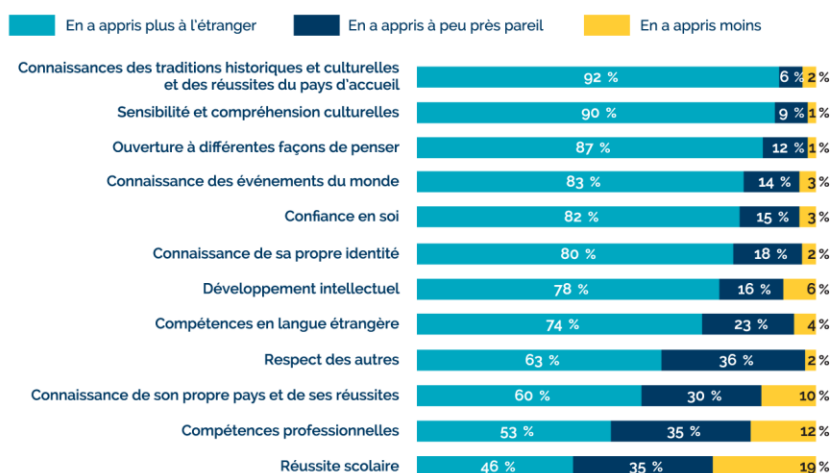
Dans le budget 2017, le gouvernement fédéral a dressé les grandes lignes d'un plan pour l'Innovation et les compétences qui vise à faire du Canada un centre de classe mondiale pour l'innovation et à veiller à ce que les Canadiens aient les connaissances et compétences nécessaires pour obtenir de bons emplois et réussir dans la nouvelle économie.

Pourtant, si l'on pense au fait que cette nouvelle économie est en train d'être façonnée par les chaînes de valeur mondiales, le commerce international et les nouvelles idées trouvées partout dans le monde, il est essentiel de veiller à ce que nos jeunes aient les compétences mondiales et les contacts internationaux pour créer la « main-d'œuvre la plus compétente, talentueuse, créative et diversifiée au monde » (budget 2017). C'est là que les études à l'étranger peuvent apporter une pierre stratégique à l'édifice et aider le gouvernement à atteindre ses objectifs.

¹ Par études à l'étranger, on entend les études, les recherches et l'apprentissage pratique, comme les stages, de durée variable, qui tombent dans le cadre académique de l'établissement d'attache d'un étudiant au Canada, qu'il s'agisse d'une école primaire/secondaire, d'un cégep, d'une université ou d'un collège.

Étude après étude, les étudiants qui ont profité d'études à l'étranger soulignent l'importance de ces expériences pour renforcer leurs connaissances, approfondir leurs compétences et donner forme à leur attitude. Dans le sondage 2016 des anciens étudiants à l'étranger organisés par le BCEI, par exemple, les étudiants indiquent que la croissance qu'ils ont vécue était souvent beaucoup plus élevée que ce qu'ils pensent qu'ils auraient appris chez eux pendant la même période (voir le tableau ci-dessous). Fait intéressant, les domaines où la croissance était la plus forte sont des domaines qui vont au-delà de l'apprentissage type en salle de classe comme la sensibilisation et compréhension culturelles, l'ouverture à différentes façons de voir les choses, la confiance en soi, et la sensibilisation à sa propre identité. En outre, près des trois quarts des étudiants conviennent que leur expérience à l'étranger a influencé leur choix de carrière (BCEI, 2016).

Croissance/apprentissage ayant eu lieu à l'étranger par rapport à la croissance/l'apprentissage qui aurait eu lieu sur le campus d'attache



Ce ne sont pas que les étudiants participants qui voient la valeur des compétences professionnelles qu'ils acquièrent. Un sondage réalisé en 2014 auprès de petites et moyennes entreprises, d'un grand nombre de secteurs au Canada, indique que 82 % d'entre elles pensent que les employés qui possèdent des connaissances interculturelles et la compréhension du marché mondial améliorent la compétitivité de leur entreprise, et 72 % disent que les nouveaux employés ayant des expériences interculturelles ou internationales obtiennent de meilleurs résultats que les diplômés qui n'ont pas ces expériences. Deux responsables du recrutement sondés sur trois disent que le Canada est à risque d'être dépassé par des économies dynamiques comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, à moins que les jeunes Canadiens n'apprennent à s'ouvrir sur le monde (Léger : The Research Intelligence Group, sondage des employeurs pour Universités Canada, 2014.)

En outre, de plus en plus de données indiquent que les connaissances, compétences et attitudes qui résultent d'une expérience d'études à l'étranger ont des bienfaits économiques durables. Dans une étude d'impact du programme Erasmus, le programme d'études à l'étranger mis sur pied il y a

longtemps par l'Union européenne, les anciens étudiants étaient moitié moins susceptibles d'être au chômage de longue durée que leurs homologues non-mobiles (2 % c. 4 %). Cinq ans après l'obtention du diplôme, leur taux de chômage était de 23 % inférieur à celui des étudiants non-mobiles. Dix ans après l'obtention du diplôme, ils étaient 44 % plus susceptibles d'être employés à des postes de direction. Les étudiants Erasmus obtiennent aussi des valeurs plus élevées que les étudiants non-mobiles pour les qualités personnelles très appréciées des employeurs : le sens du travail en équipe, les compétences de communication, les compétences de planification et les compétences de résolution de problèmes (Commission européenne, 2014). Une étude semblable faite par la UK Higher Education (HE) International Unit a comparé les réussites académiques et résultats professionnels des étudiants de premier cycle mobiles à ceux des étudiants de premier cycle non-mobiles au Royaume-Uni. Six mois après l'obtention de leur diplôme de premier cycle, les étudiants qui avaient passé du temps à l'étranger avaient un taux de chômage plus faible que leurs homologues non-mobiles (5 % c. 7 %). Ils avaient aussi un salaire moyen plus élevé (21 349 £ c. 20 519 £), des notes académiques plus élevées (81 % c. 72 %), et un taux d'emploi plus élevé dans l'une des trois premières classes socio-économiques (74,8 % c. 67,1 %) (UK HE International Unit, 2016).

Sans même parler des affaires, la dynamique politique que l'on voit actuellement sur la scène internationale souligne la contribution importante que font les valeurs et la présence en amont du Canada sur la scène mondiale dans la création d'une certaine tolérance et justice sociale dans les relations internationales. En effet, le Canada est particulièrement bien placé pour un leadership encore plus important dans les années à venir et nos jeunes sont parmi les meilleurs ambassadeurs de notre pays.

En bref, à une époque où la compétitivité mondiale et la complexité du monde ne cessent de s'accroître, nous ne pouvons pas nous contenter du statut quo. Nous avons besoin d'action stratégique et catalytique. Les Canadiens doivent être prêts à participer et à contribuer comme citoyens du monde, travaillant par-delà les frontières, cultures, langues et valeurs au bénéfice de tous. Que faisons-nous pour former les jeunes leaders du Canada, les personnes qui peuvent négocier, analyser, connecter et s'impliquer de façon concrète à l'échelle internationale?

Faire des études à l'étranger une priorité

Dans plusieurs pays concurrents du Canada, nous pouvons trouver des programmes exhaustifs de mobilité sortante ayant un angle marqué sur des régions d'intérêt, le soutien de haut niveau d'organismes gouvernementaux, d'établissements et du secteur privé; des plans comportant des objectifs clairs et une stratégie de communication haute-visibilité. Ces pays ont fait des stratégies et programmes d'études à l'étranger une priorité à l'échelle nationale en soutien de leur engagement mondial. Ainsi, aux États-Unis, nous trouvons des programmes comme l'initiative *100,000 Strong* avec la Chine et les Amériques, et le programme *Generation Study Abroad*. Le programme *Erasmus* de l'Union Européenne mentionné plus haut est actif depuis plus de 25 ans et a facilité les études à l'étranger de plus de trois millions d'étudiants. Le Mexique a mis sur pied *Proyecta 100.000* et

Projejecta 10.000 pour renforcer ses liens avec les États-Unis et le Canada. La Strategy for Outward Mobility du Royaume-Uni est un pilier de la stratégie d'éducation internationale du pays, *Global Growth and Prosperity*. Pendant ses quatre premières années, le *New Colombo Plan* d'Australie a aidé 17 500 étudiants à faire des études ou un stage dans 34 pays du bassin Indo-Pacifique.

Contrairement à ces pays et d'autres, qui comprennent la proposition de valeur des études à l'étranger, le Canada n'approche pas l'internationalisation de son bassin de talents comme un impératif national, comme une composante nécessaire et intentionnelle de sa stratégie pour bâtir la compétitivité mondiale du Canada et aider ses jeunes à réaliser leur plein potentiel dans un monde interconnecté.

Le Comité consultatif de 2012 qui a informé la Stratégie en matière d'éducation internationale du gouvernement fédéral recommande que si le Canada veut concrétiser ses aspirations compétitives dans l'économie mondiale et le marché de l'éducation internationale, le gouvernement fédéral devrait co-financer (avec les établissements scolaires et/ou les gouvernements provinciaux ou territoriaux) un grand programme de mobilité étudiante. L'idée était de créer des opportunités pour 50 000 étudiants canadiens par an de se rendre à l'étranger pour y faire des études, des recherches, des travaux communautaires ou d'autres activités d'apprentissage pratique comme des stages d'ici à 2022. Bien que la Stratégie discute de l'importance de promouvoir la mobilité sortante et indique que l'éducation à l'étranger devrait être « au cœur même de notre prospérité actuelle et à venir » (Affaires mondiales Canada, 2014), à ce jour, les recommandations du Comité consultatif n'ont pas donné lieu à des mesures et il n'y a actuellement aucun objectif national ni financement précis conçu pour aider une masse critique d'étudiants canadiens à profiter d'opportunités d'études à l'étranger.

Là où, par exemple, plus de 30 % des étudiants allemands vont à l'étranger pendant leurs études (et des efforts concertés visent à faire passer ce chiffre à 50 %), on estime qu'un tout petit 3 % d'étudiants canadiens participent à un programme d'échange à l'université ou au collège au Canada. Le nombre d'élèves de secondaire participants est tout aussi médiocre.

Sans efforts concertés visant à aider les jeunes à profiter d'études à l'étranger, nous risquons élever une génération de Canadiens qui n'ont pas l'avantage compétitif démarquant les étudiants mobiles et par extension, les entreprises dans leur pays qui peuvent exploiter les compétences mondiales des étudiants. En outre, le Canada risque de ne plus être considéré par ses partenaires étrangers comme un pays qui accorde de l'importance à la réciprocité, comme les pays de l'OCDE qui envoient leurs étudiants dans notre pays, mais comme un pays qui continue à ne pas considérer comme priorité le fait d'aider nos jeunes à vivre la culture de ces pays.

La clé se trouve dans le financement. Dans un sondage récent de plus de 7 000 étudiants canadiens organisé par le BCEI, 86 % des sondés ont dit s'intéresser à une expérience d'études à l'étranger, 80 % ont dit qu'ils auraient besoin d'aide financière pour le faire, et des étudiants qui ont été à l'étranger, la moitié ont besoin d'aide financière de leur famille. En deux mots, les études à l'étranger sont

souvent une opportunité ouverte seulement aux étudiants venant de milieux socio-économiques élevés.

Nous devons rendre les études à l'étranger financièrement viables pour une masse critique d'étudiants canadiens si nous voulons maximiser sa proposition de valeur importante.

Le BCEI recommande donc au gouvernement fédéral d'agir maintenant et qu'il nous mette sur le bon chemin vers la vision avancée par le Comité consultatif de 2012, en investissant dans un grand programme qui aidera une masse critique d'étudiants canadiens, à travers le pays et dans tout le spectre d'éducation, à faire des études à l'étranger, surtout les étudiants qui n'ont pas les moyens de participer.

Ne laissons pas le défi de l'engagement mondial du Canada être le talon d'Achille de nos aspirations pour une plus grande compétitivité économique et un plus grand engagement sur la scène mondiale. Ni de nos aspirations pour nos jeunes, dont l'avenir sera plus brillant s'ils sont des « diplômés ouverts sur le monde ».